

Détournement d'eau : le premier ministre signe à Washington.

Le Canada cède sous la pression?

Presse du Canada

8 septembre 2016

Washington - Le Canada a-t-il cédé sous la pression des États-Unis? C'est ce que certains croient suite à la séance des signatures protocolaires qui s'est tenue à la Maison blanche hier en fin de journée.

La signature du premier ministre Harper s'est déroulée discrètement dans une ambiance feutrée. Elle vient sceller deux ans de dures négociations entre les deux gouvernements sur le PCAN (Pacte continental de l'Amérique du Nord).

Le premier ministre Harper a déclaré, à la presse présente lors de la cérémonie, que l'événement est historique pour les deux Pays. « Cet Accord passera à l'histoire comme étant l'assise de la prospérité et de la croissance en Amérique du Nord. » Le sourire un peu fatigué, le Président américain a acquiescé aux propos du premier ministre « Nos deux pays partageront leurs ressources et leurs savoirs pour le bien-être de nos citoyens. »

Aucune allusion concernant l'absence remarquée du Mexique à la cérémonie. Le Mexique est pourtant une partie intégrante de l'ALÉNA et des négociations sur le PCAN. Pour les observateurs politiques suivant l'évolution des négociations, il y a demi-surprise. Que le Mexique ne soit pas présent à la « conclusion » de l'entente n'est pas tant surprenant, c'est le fait qu'il y ait entente qui l'est. Tout au plus, le Président Obama a évoqué d'autres étapes afin de procéder à certains ajustements techniques à l'accord. Ce sera visiblement sous l'autre présidence puisque la campagne présidentielle bat son plein.

Pour les principaux candidats à la présidence, l'accord est positif pour les deux pays. Le candidat républicain s'est cependant insurgé de l'absence du Mexique dont l'attitude est jugée antiaméricaine.

Du côté canadien, c'est la colère. Plusieurs percevaient l'entêtement du Mexique comme le rempart à une intégration continentale. À Vancouver, le centre-ville était le lieu d'un rassemblement des groupes écologistes. Leur porte-parole, Frank Brown, s'est indigné de la décision canadienne. « Il ne faut pas s'étonner de voir ce qui se passe actuellement. Le premier ministre nous trouvera sur son chemin. Nous nous opposerons fermement à tout détournement d'eau du territoire canadien. » Il faudra donc compter sur des actions contre le projet de détournement d'une partie du fleuve Mackenzie vers le Sud-ouest des États-Unis. « Ces projets affecteront irrémédiablement nos écosystèmes. » A-t-il ajouté.

Le consortium canado-américain, *North-American Energy & Water Management*, a publié un communiqué confirmant son intention de mettre en marche un projet inspiré du NAWAPA (*North American Water & Power Alliance. Grand projet de détournement d'eau pensé par les États-Unis dans les années 50.*), rappelant que le tout se réaliserait en conformité des lois canadiennes et américaines.

De son côté, le chef de l'opposition à Ottawa, André Cormier, s'est dit surpris de la volte-face canadienne. « Nous croyions que la présence du Mexique était une condition de succès pour conclure l'accord. » dit-il sur un ton ironique. Soulignant la fin du deuxième mandat du Président américain et l'aggravation de ce qu'il est convenu d'appeler la crise sociale, économique et environnementale de la Californie. « Les Américains ont mis de la pression sur Harper, et il a craqué. Il va probablement prendre sa retraite en Californie. » Ironisait monsieur Cormier.

Les groupes autochtones de l'Ouest se disent outrés. « C'est la fin d'un écosystème exceptionnel. Avec les Sables bitumineux, c'est le coup de grâce de l'écosystème. Le Développement durable, c'est de la foutaise! »

Le gouvernement mexicain n'a pas offert de réaction au moment de publier. Rappelons que le Mexique se refuse toujours d'inclure le pétrole dans le nouvel accord, voulant maintenir sa pleine souveraineté sur sa politique énergétique. (*Ce pays n'avait pas inclus l'énergie non plus dans l'ALÉNA*)

Au Québec, le premier ministre St-Onge s'est dit peu surpris de la décision du premier ministre canadien. « Nous allons analyser la situation avec le ministre des Ressources naturelles. Nous voulons regarder la situation positivement et bénéficier de cette ouverture pour valoriser l'eau. ».

L'Institut Pembina, un groupe d'étude environnemental, croit que ce virage aura un impact très important sur le territoire canadien. « Le détournement d'eau est dangereux pour l'équilibre des écosystèmes du nord de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. Il apparaît évident que les États-Unis sont gagnant dans cet accord. Nous payons de notre capital naturel pour soutenir le niveau de vie des Californiens qui ont surexploité leurs ressources. En réalité, nous assistons à l'exportation des problèmes américains vers le Canada. »